

## ENTREPRENEURIAT ET MESSAGERIE AUX FINS D'INVESTISSEMENT DANS LA SOUS-REGION CEMAC.

Innocent M. Anchang, D.G de *Trade and Investment Assistance Center (TIAC)*,  
Yaoundé-Cameroun.

28 décembre 2018

### INTRODUCTION

La chute des prix des matières premières a porté un coup sévère à la doctrine de l' "Essor de l'Afrique". L'Afrique sub-saharienne a enregistré en 2012 cinq économies parmi les plus dynamiques du monde ; ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Une foule d'événements ont démontré le manque de préparation pour développer une économie durable. En pratique, il y a du travail à faire secteur par secteur, en particulier pour les entrepreneurs et les PME. La messagerie sur le continent en tant que «nouvelle frontière» doit faire l'objet de *packaging* et être labellisée pour remplacer les discours sur le «continent noir» et le mythe de la «malédiction des ressources». Le discours devrait porter sur les opportunités existantes et sur le potentiel du continent. Lorsque les prescriptions en matière de croissance ne dépendent pas uniquement des matières premières, le défi consiste à savoir comment se diversifier pour un développement économique durable.

La messagerie sur le continent en tant que «nouvelle frontière» doit faire l'objet de *packaging* et être labellisée pour remplacer les discours sur le «continent noir» et le mythe de la «malédiction des ressources». Le discours devrait porter sur les opportunités existantes et sur le potentiel du continent.

La thématique de la «*migration inverse*» devrait manifestement être encouragée



dans les forums de la diaspora d'Afrique centrale, afin de permettre le transfert de technologies et le renforcement des capacités, en vue de l'industrialisation. Lors de son séjour à Boston en avril 2018, invité par la Harvard School of Business, le président de l'Afreximbank, le Dr Benedict

Oramah, a déclaré: «*L'industrialisation et la diaspora africaine sont essentielles pour augmenter les capitaux de l'Afrique. Cela accélèrera la croissance*». Le protectionnisme planifie le monde, certains recherchent un commerce direct et équitable. Les Africains ont besoin de générer des capitaux d'investissement. La dépendance vis-à-vis des emprunts obtenus auprès d'investisseurs étrangers et des recettes provenant de l'exportation des ressources extractives, ne suffit pas pour que la région atteigne ses objectifs de développement durable à long terme. La structure des PME devrait être une combinaison de partenaires techniques actifs dans des accords définissant les rôles, obligations et devoirs de chacun.

En Afrique centrale et au Cameroun, un «engagement constructif» est nécessaire de même que des agrégats locaux dans un écosystème d'entrepreneurs, de technologies et de finances. Les opportunités dans l'agroalimentaire, les énergies renouvelables étant donné la technologie, sont une raison pour des solutions ciblées.

En Afrique centrale et au Cameroun, un «*engagement constructif*» est nécessaire de même que des agrégats locaux dans un écosystème d'entrepreneurs, de technologies et de finances. Les opportunités dans l'agroalimentaire, les énergies renouvelables étant donné la technologie, sont une raison pour des solutions ciblées.

Cela correspond à des modèles de financement convenables et adaptés à des projets spécifiques. Les TIC et les avancées technologiques, le renflement de la jeunesse et une base croissante de consommateurs, ont ouvert de nouvelles perspectives de création de richesses. La difficulté à obtenir des financements, des projets mal rédigés, le manque de visibilité et de soutien ont amené de nombreux jeunes entrepreneurs en Afrique centrale à déchanter. Cela a donné naissance à un mythe de malheur; certains ont perdu espoir et ont pris des options moins désirables pour survivre (Crime, prise d'armes ou sabotages mortels des bateaux en haute mer). Un travail de terrain adéquat identifiera les entrepreneurs et les projets susceptibles de générer un retour sur investissement.

Au plan mondial, l'intérêt manifesté pour la Centrafrique par la Chine, l'Union européenne, la Turquie, la Russie et les États-Unis devrait être exploité au-delà du financement et de l'aide au développement. La région offre de nouveaux marchés

et un potentiel d'expansion et de croissance des entreprises. Il existe des opportunités dans divers secteurs (changement climatique, démographie, ressources, terres arables, industrie et secteur manufacturier). Le ralentissement économique était dû à la dépendance excessive à l'égard des industries extractives et à des projections du PIB qui ne décrivaient pas les niveaux de pauvreté, ainsi qu'à la souffrance humaine. La région doit participer activement à la création de richesses par le biais de modules plus créatifs, qui intègrent des initiatives locales pour lancer de nouveaux projets ou développer les projets existants, en utilisant la technologie. Des discussions sur l'échelle et les chaînes de valeur doivent être développées pour incorporer des normes et standards.

La question, par rapport aux autres régions, est de savoir si le nécessaire est fait.

La notion d'«*entreprise individuelle*» a créé des bassins isolés et des entreprises qui, souvent s'effondrent après le décès du propriétaire ou lorsque ces derniers rencontrent des difficultés. Les partenariats et les initiatives conjointes sont jugés trop risqués ou non sécurisés. Les entreprises doivent être créées en tant qu'entités et enregistrées légalement, avec des conflits d'intérêts clairement définis et des conventions de confidentialité.

La notion d'«*entreprise individuelle*» a créé des bassins isolés et des entreprises qui, souvent s'effondrent après le décès du propriétaire ou lorsque ces derniers rencontrent des difficultés. Les partenariats et les initiatives conjointes sont jugés trop risqués ou non sécurisés. Les entreprises doivent être créées en tant qu'entités et enregistrées légalement, avec des conflits d'intérêts clairement définis et des conventions de confidentialité.

L'*OHADA* harmonise le droit des affaires dans la région pour éviter la litispendance et les conflits de lois. Il y a une juridiction arbitrale à Abidjan (la *CCJA*), et au Cameroun, il y a le centre d'arbitrage du *GICAM*. Les entrepreneurs locaux doivent évaluer avec diligence les bons projets avec des partenaires fiables afin de créer des relations de confiance pour des pools d'identification de ressources appropriés. Celles-ci auront des agrégats (finances, propriétaires fonciers, fabricants d'équipements) combinés avec la technologie pour booster l'économie d'échelles.

L'asymétrie de communication a laissé un vide qui a été comblé. La phase initiale de l'entreprenariat devrait être locale et horizontale dans la plupart des cas. Pour être verticale à la phase d'entrée, elle a besoin de potentiels et de capitaux, ce que la plupart n'ont pas. Dans les cas où les fonds du projet sont disponibles, les entrepreneurs doivent mener des actions pérennes. Il existe des opportunités dans les domaines de l'alimentation, de la musique, des divertissements, de l'artisanat et de la mode, sans compter l'agriculture, l'énergie et d'autres grands projets thématiques pour les entrepreneurs et les PME.

Il existe également divers indicateurs :

- La population jeune ne cesse de croître alors que le nombre d'emplois ne s'améliore pas.
- Les terres arables destinées à l'agriculture donnent accès à des emplois et à des denrées pour nourrir la population croissante.
- Le climat intelligent offre des possibilités de création des richesses dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture.
- L'électrification améliorée permettra des avancées technologiques.
- Les gens sont de plus en plus consommateurs d'art et de culture locaux, de musique et de films locaux, portent des vêtements locaux, etc.
- Les parcs et les centres touristiques sont en demande croissante.
- Compte tenu des défis posés par les normes, l'accès aux marchés étrangers est limité.
- Internet est de plus en plus utilisé pour le commerce et les services connexes.
- Les groupes interrégionaux et intra-régionaux sont renforcés à mesure que les barrières commerciales et les droits de douane sont éliminés.

## **COMPARATIVEMENT**

Nous vivons une période de renaissance pour les entrepreneurs, afin d'identifier les contraintes et les frictions. Avec la technologie, ils peuvent créer des solutions de marché. Dans d'autres régions, l'esprit d'entreprise s'est développé grâce à des

moyens révolutionnaires de fournir des services à la clientèle, à moindre coût, pour toucher un plus grand nombre de personnes sans problème de conformité réglementaire. Le professeur Ndibuisi Ekekwe, érudit, inventeur et ingénieur nigérian de renom a démontré, à travers des publications et des projets, l'importance des tendances en matière d'innovation et de perturbation dans l'ensemble du secteur. Il estime que l'un des moyens les plus efficaces pour les banques de commercialiser leurs produits et d'éviter la conformité réglementaire est l'utilisation de sociétés de technologie financière dotées des logiciels et de la technologie nécessaires pour soutenir leurs produits. Il a indiqué que *WEMA Bank Nigeria* annonçait sa solution de téléphonie mobile numérique *ALAT* par l'intermédiaire d'une société de technologie financière. A travers le groupe Famiscro, le professeur Ekekwe a démontré, au moyen de deux filiales Zenvus et Medcera, l'importance de l'innovation. Zenvus accompagne les agriculteurs dans l'analyse des sols pour améliorer les cultures et obtenir des prêts, entre autres services. Medcera est un portail contenant des informations sur les patients, à partir duquel les professionnels de la santé peuvent partager des données cartographiques, la facturation des services médicaux et des dossiers médicaux personnels, entre autres services.

L'entrepreneur Nnaemeka Ikegwuonu a conçu un dispositif de stockage mobile à énergie solaire pour les fruits et légumes. Les agriculteurs paient un taux fixe et ces pivots sont disséminés dans toute l'Afrique et conçus pour toutes les conditions météorologiques. M'pesa au Kenya pour les virements de fonds est local, il regroupe également les paiements des services connexes. (champs d'énergies renouvelables). Au Nigéria, Nollywood l'industrie cinématographique et Iroko TV ont de toute évidence placé les films nigériens sur une plate-forme mondiale.

La sous-région CEMAC dispose d'opportunités en matière de technologies et de TIC pour répondre aux besoins locaux, grâce à l'innovation. Le rythme et la croissance de l'argent mobile en Afrique centrale offrent des opportunités dans la vente de divers services. En 2016, il y avait environ 140 services mobiles dans 39 pays d'Afrique subsaharienne, contre 277 aujourd'hui, et ils occupent la majeure partie des transactions mondiales d'argent mobile. Le réservoir de talents de l'Afrique centrale reste largement inexploité en numérisation et en technologie, comparé à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique du Sud. Brinard T. Elingese, PDG et fondateur de *BW Group Ltd*, utilise les TIC pour des solutions innovantes dans de

nombreux secteurs, de l'éducation (ScoreLinks), dans les télécommunications (Smart kids) et dans la technologie financière (*BW Pay*). Bamai Namata, une jeune Camerounaise, a créé une plate-forme Maibeta Inc. destinée à fournir 500 000 emplois au Cameroun à des techniciens en maintenance et en construction. Allen Nteff, de Gifted Mom, fournit des solutions de soins de santé aux femmes enceintes sur des plates-formes mobiles. Sylvain Honnang de Howash Douala Cameroun dispose d'un lave-auto mobile fonctionnant à l'énergie solaire, avec 6 litres d'eau par voiture. Il respecte l'environnement et préserve également l'eau. Les frictions qu'ils ont observées ont rendu l'innovation possible côté demande. Ces jeunes entrepreneurs sont peu connus sur le marché de la consommation et, contrairement à d'autres régions, ils n'ont pas été en mesure d'obtenir des financements pour se développer. Une perturbation innovante offrira des alternatives pour transformer le secteur informel, avec des produits de qualité, bon marché et abordables.

## **ROLE DES INSTITUIONS ET DU GOUVERNEMENT**

L'Union africaine (*UA*) a compris l'importance de la taille en créant un marché unique dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine (*ZLECA*). Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (*NEPAD*) a des programmes tels que la Fondation d'entreprises du NEPAD (*FBN*) et le Programme de développement des infrastructures (*PIDA*), qui visent à réaliser les objectifs de développement de l'Union africaine 2063 pour l'Afrique. La foire commerciale intra-africaine (*FCIA*) organisée par Afreximbank et l'Union africaine et organisée par l'Égypte en décembre 2018 a permis de recueillir environ 32,4 \$ pour des investissements. En février 2018, la Banque africaine de développement (*BAD*) a défini 5 priorités dans son agenda pour l'intégration africaine, connu sous le nom de Cadre stratégique d'intégration régionale, dont l'objectif est d'aider les pays à se développer et à créer des marchés extérieurs.

Au Cameroun, le Gouvernement dans le secteur de l'agriculture travaille à une échelle croissante, à travers l'agriculture de deuxième génération. Les *PME* du secteur agroalimentaire bénéficient de l'aide du Gouvernement par le biais de programmes d'incubation et de tutorat. Les agences gouvernementales fournissent des semences, des engrais et un renforcement des capacités (par exemple, un agronome chargé de former les agriculteurs locaux) par le biais de (*MINADER*,

*MINPMEESA*, Chambre d'Agriculture, *IRAD*). Le ministère des Finances offre des incitations en franchise de droits pour importer des machines agricoles. Producam a reçu 1,3 milliard de francs CFA pour augmenter la production et la commercialisation de fèves de cacao et sa transformation en produits finis tels que le beurre de cacao. Fapam a reçu 600 millions de francs CFA à Mbalmayo pour augmenter sa production de cacao en poudre, pour utilisation locale et exportation. Les secteurs des énergies renouvelables, comme le solaire, bénéficient des politiques et réglementations gouvernementales. Les organisations non gouvernementales (*ONG*) et les agences d'aide internationales aident au renforcement des capacités et à la formation. Il existe des centres de politique locale et des *ONG* avec des données permettant d'orienter la production vers les normes mondiales. Les institutions de financement du développement et d'autres institutions (*GIZ*, *JICA*) ont des évaluations communes sur leurs portails de développement économique. *AGOA* et *Power Africa* sont des initiatives du Gouvernement américain dans les domaines de l'agriculture et de l'électricité. Afreximbank Bank et la *BAD* fournissent des rapports annuels sur le potentiel d'investissement en Afrique subsaharienne et leurs efforts.

## **ACCÈS AU FINANCEMENT.**

Les prêts et le financement constituent un défi en raison de la faible culture d'épargne et de l'absence de système de notation. La dette dans la région doit être envisagée à travers le prisme des opportunités d'investissement. La recherche de prêts étrangers en provenance de Chine et des *IFD* découle de l'incapacité des banques locales de financer des projets. Selon Stephanie von Frieburg, Directrice de l'exploitation de la Société Financière Internationale (*SFI*), les sociétés privées s'impliquent davantage dans le financement destiné à combler le déficit en investissements de développement dans le monde, qui s'élève à environ 2,5 milliards de dollars. Il existe des fonds pour investir dans des produits énergétiques respectueux du climat, pour créer des emplois et de l'énergie propre. Dans le but de renforcer les relations entre l'Europe et l'Afrique, l'Union européenne a créé un plan Marshall pour l'Afrique, visant à stimuler la croissance économique et à créer des emplois pour les jeunes Africains. Ibrahima Cheikh Diong en s'adressant à la Banque arabe de développement économique en Afrique. La *BADEA* a proposé d'encourager une approche intégrée axée sur le secteur/ commerce afin de soutenir techniquement et financièrement les *PME*. Le Forum économique mondial, des

conférences commerciales et d'affaires à New York et à Paris n'ont pas encore d'impact direct sur la région.

La distance entre la Suisse et Foumban (une ville du Cameroun), pour un cultivateur de tomates qui souhaite se développer ou un producteur de coton dans la région du nord du Cameroun, est le manque de communication et de visibilité. Les banques locales devraient adapter leurs opérations afin d'intégrer des méthodes d'évaluation des opportunités d'investissement locales avec peu ou pas de garantie. Le concept d'« *afro-capitalisme* » fournit des taux d'intérêt plus bas, des opportunités locales de création et de conservation des richesses, évite les fluctuations monétaires et offre un retour sur investissement. Les banques locales doivent apprécier et s'approprier l'innovation des entrepreneurs africains pour créer des afro-preneurs. Les banques qui créent des millionnaires locaux augmentent leurs bénéfices.

## **OBSERVATIONS**

Après avoir traversé des hauts et des bas sur les plans socio-politique et économique, il est temps que l'Afrique



centrale fasse le point. Les revenus issus de l'exportation des ressources extractives et des autres exportations doivent être correctement affectés à l'investissement. Le secteur des industries non extractives, par le biais de la diversification, devrait être plus productif. Le modèle de développement

économique de Kagame est enviable, tout comme les progrès des énergies renouvelables en Afrique de l'Est et l'ingéniosité nigériane.

La région exige une compréhension du système de gouvernance administrative centralisé. Ce dernier comprend des procédures en couches qui définissent et contrôlent la politique économique. La mentalité et la culture du peuple sont différentes. La plupart ont grandi, s'attendant à travailler dans la Fonction Publique après avoir obtenu leurs diplômes universitaires, tandis que d'autres passaient des concours d'entrée dans des écoles professionnelles. La libre entreprise et l'esprit



d'entreprise ne sont pas encore bien développés. Le secteur privé et la Fonction Publique doivent créer une plate-forme disciplinée et responsable afin de promouvoir l'esprit d'entreprise. Les changements dans la réglementation et la politique gouvernementale demeurent insuffisants.

Il n'y a plus de normes nationales pour les produits et services ; les pays de la *CEMAC* ont ouvert leurs frontières pour la libre circulation des biens et des services en franchise de droits. La dotation en facteurs naturels permet d'utiliser la terre, le capital et les ressources pour la fabrication dans chaque pays avec des avantages comparatifs et compétitifs, en particulier compte tenu de l'intégration régionale. Le professeur Shameen Prashantham, de la *CEIBS (International Business School)*, déclare que l'entrepreneuriat est un effort collectif. Il doit être créatif et dynamique, s'inspirer de l'environnement local et être à l'aise avec des idées contradictoires. Cela ne concerne pas que les *start ups*. La haute technologie et les grandes entreprises ont besoin d'un renouvellement stratégique permanent.

Il existe des exigences dans la région, telles que l'incertitude politique et les troubles civils. La région a besoin d'investisseurs ayant une vision à long terme et prêts à se recentrer et à prendre des risques pour permettre des relations commerciales à long terme.

Par conséquent, le besoin de vision stratégique devrait se faire en au moins 3 phases :

- 1-Analyse et évaluation des risques, avec un plan d'atténuation.
- 2- Mobilisation des ressources nationales pour les ressources et les talents locaux, afin de fournir des solutions locales.
- 3- Un écosystème parmi les entrepreneurs, qui fournissent des services connexes afin de créer un point d'interférence de ressources, de politiques et de technologies pour une innovation efficace.

## **RECOMMANDATIONS**

Les pays qui signent des traités commerciaux dépendent d'un secteur privé fort pour créer un marché d'exportation. Un déficit commercial pour les petites économies cause d'énormes déséquilibres commerciaux, un manque de change et

une croissance ralentie. Il est nécessaire de mesurer l'impact de la technologie et de la numérisation sur l'économie. Avec la croissance de la technologie, il y aura l'automatisation, la robotique et l'intelligence artificielle (IA). Il y a des emplois dans des secteurs tels que la banque, les services postaux, les centres de paiement, qui seront bientôt révolutionnés. Ils seront remplacés par des emplois dans les technologies. Il devrait y avoir des programmes en place pour former et préparer la classe ouvrière aux changements d'emploi. Il est nécessaire de communiquer sur l'importance de l'échelle pour les entrepreneurs et sur les stratégies de développement du marché. Le message devrait inclure un paradigme économique transformateur et inclusif, par le biais d'initiatives locales en faveur du changement, assorti d'un sentiment d'urgence. C'est le «concept de l'engagement constructif».

## CONCLUSION

L'un des principaux arguments pour étayer le concept d'«engagement constructif» est la trop grande dépendance des entrepreneurs vis-à-vis du gouvernement, des institutions financières de développement, des *ONG* et des agences d'aide. Chacun de ceux-ci, en particulier le gouvernement, ont des limites car ce sont des conducteurs et non des opérateurs économiques.

L'un des principaux arguments pour étayer le concept d'«engagement constructif» est la trop grande dépendance des entrepreneurs vis-à-vis du Gouvernement, des institutions financières de développement, des *ONG* et des agences d'aide. Chacun de ceux-ci, en particulier le Gouvernement, ont des limites car ce sont des conducteurs et non des opérateurs économiques.

La plupart des opportunités n'aboutissent pas car ceux qui sont au courant ne peuvent pas les saisir et ceux qui le peuvent n'en sont pas informés.

En cette ère de technologie, les conférences et séminaires sur le développement économique de la *CEMAC* doivent avoir un impact direct sur les personnes concernées pour aboutir. Ils sont insaisissables et abondent de discours répétitifs. Qui plus est, les participants et les invités viennent d'organes similaires. Il n'y a presque pas de diversité. Le message doit être contextualisé et adapté au cas par cas, en fonction des besoins régionaux. Les ateliers doivent être totalement révisés; le discours doit donner lieu à l'action. L'accès des entrepreneurs à la plupart des

organisations internationales pour obtenir des informations est pesant, chargé de protocoles et frisant l'élitisme. Il est nécessaire d'accroître la visibilité et l'accessibilité. Les canaux de communication devraient être élargis afin d'améliorer la messagerie dans les secteurs privé et public, avec des stratégies gagnant-gagnant. Chaque pays devrait créer un pool de communication afin de participer de manière constructive à une combinaison d'initiatives locales d'observation des opportunités commerciales. Le McKinsey Global Institute (*MGI*) fournit depuis plus de trois ans des données empiriques sur le potentiel du continent si les fondamentaux restent solides.

Les entrepreneurs doivent démontrer une compréhension de leurs produits ou services, afin d'intégrer des initiatives locales pour prendre de l'ampleur. Tony Elumelu de la Fondation Elumelu a déclaré que *«les PME sont reconnues pour être les plus grands créateurs d'emplois et devraient être classées par ordre de priorité en raison du rapport inverse entre sécurité et prospérité – lorsqu'il y a la prospérité, la sécurité n'est pas un souci. Mais lorsqu'il y a peu d'emplois, l'insécurité s'accroît»*. Les entrepreneurs doivent donc jouer un rôle essentiel dans la croissance et la viabilité de leurs entreprises. Ils devraient pouvoir mesurer les résultats, faire croître et adapter leurs activités afin de les rendre pérennes. Avec la pénétration du marché, les *PME* peuvent devenir des leaders sur le marché, comme cela a été le cas au niveau mondial.

Les problèmes récurrents et souvent répétés de finance, d'instabilité politique et de corruption ne doivent pas freiner l'engouement pour l'investissement. Les gens vont manger, acheter des médicaments, voyager et communiquer, peu importe leur lieu de résidence. Il y a de nombreuses raisons d'être audacieux et de prendre des risques dans la région. Tous les intervenants devraient communiquer de manière efficace et efficiente.

Enfin, il est nécessaire que le Gouvernement accompagne le dynamisme et l'énergie nécessaires pour motiver les entrepreneurs, investisseurs et diverses parties prenantes en raison de leur impact socio-politique et économique.

*Le déni de responsabilité, les erreurs d'orthographe ou d'interprétation erronées ne sont pas intentionnels et TIAC est prêt à apporter des éventuelles corrections et à s'adapter afin de refléter l'intention initiale.*

**Innocent Manigha Anchang (J.D)** est un avocat formé aux États-Unis et diplômé de la Thurgood Marshall School of Law de Houston, au Texas. Il est admis au barreau du Cameroun et est le Directeur Général de *Trade and Investment Assistance Center (TIAC)* à Yaoundé au Cameroun. Il est membre de la Chambre de commerce américaine du Cameroun (AMCHAM) et de la Chambre de commerce africaine (CAC). Il entreprendra une série d'articles de fond pour discuter des possibilités d'investissement, des réalités, des attentes et des défis au Cameroun, aux États-Unis, en Afrique et Afrique subsaharienne plus particulièrement.